



Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme

Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

9-15 juin 2009



Gauche : le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu prononce un discours à l'Université Bar-Ilan (Avi Ohayun, service de presse du gouvernement, 14 juin 2009). Droite : Le discours de Netanyahu est une gifle au visage d'Obama (Al-Ayyam, 15 juin 2009).

Aperçu général

- Un calme relatif a régné durant la semaine dans le Néguev occidental. Les hauts responsables du Hamas continuent de soutenir publiquement la politique de retenue, affirmant qu'elle jouit d'un "consensus national" et qu'elle sert les intérêts suprêmes des Palestiniens (cf., aider au processus de reconstruction que le Hamas tente de promouvoir dans la bande de Gaza).
- L'activité diplomatique s'est concentrée sur le discours prononcé par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à l'Université Bar-Ilan le 14 juin. Il y a exprimé son empressement à voir l'établissement d'un Etat palestinien aux côtés d'un Etat juif, à condition qu'il soit démilitarisé et que les Palestiniens reconnaissent l'Etat Israël comme le foyer national des Juifs. Les porte-parole de l'Autorité Palestinienne et du Hamas, ainsi que les pays arabes, ont dénoncé ce discours, parfois dans des termes forts. L'administration américaine l'a salué, le qualifiant "d'étape importante."

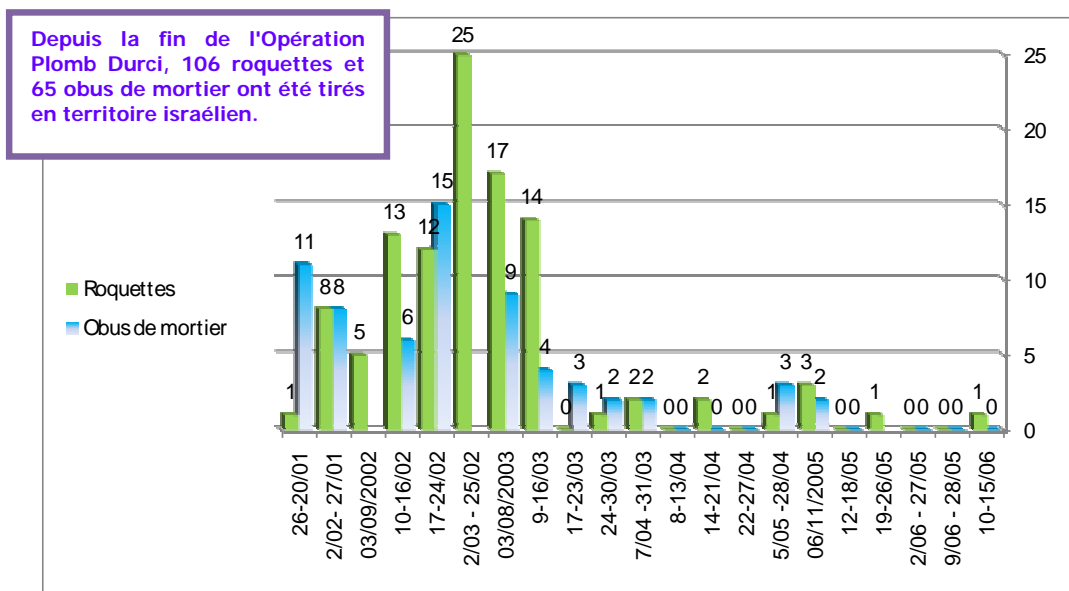
Evénements importants

Bande de Gaza

Tirs de roquettes et d'obus de mortier

■ Pendant la semaine écoulée, une roquette a été tirée en direction du Néguev occidental, sans faire ni blessé ni dégât. Il s'agit du premier tir ce mois-ci, le dernier remontant au 19 mai. Aucune organisation n'a revendiqué l'attaque.

Tirs de roquettes et d'obus de mortier depuis la fin de l'Opération Plomb Durci



Frappes de l'armée de l'air israélienne

■ En réponse à ce tir de roquette, un appareil de l'armée de l'air israélienne a attaqué dans la nuit du 14 juin deux tunnels dans le secteur de Rafah (au Sud de la bande de Gaza) utilisés pour la contrebande d'armes.

Judée-Samarie

■ Les jets de pierres se sont poursuivis en Judée-Samarie durant la semaine écoulée. Le **10 juin**, un civil israélien a été gravement blessé par des pierres lancées sur son véhicule au Sud de Hébron. Il a reçu les premiers secours sur place avant d'être transféré à l'hôpital (Site Internet du porte-parole de Tsahal, 10 juin 2009).

■ Les forces de sécurité israéliennes ont poursuivi leurs activités de contreterrorisme. Le **11 juin**, au cours d'une opération dans le village de Qalil au Sud de Naplouse, les soldats de Tsahal ont découvert deux fusils M-16, un fusil d'assaut Kalachnikov, un pistolet, des munitions et d'autres équipements militaires. Les armes et les équipements ont été saisis (Site Internet du porte-parole de Tsahal, 11 juin 2009).

Nouvel allègement des restrictions à la population palestinienne en Judée-Samarie

■ **Connexion au réseau électrique** : Le 8 juin, Tsahal a permis au village de Qadoum, près de Qalqiliya, de se connecter au réseau électrique israélien. Il s'agit d'un nouveau geste de bonne volonté visant à faciliter les conditions de vie de la population palestinienne. Les villages palestiniens qui utilisaient des générateurs et qui souffraient de coupures de courant répétées reçoivent maintenant l'électricité israélienne. Les lignes ont été préparées et le village a été connecté grâce à la coordination entre l'administration civile israélienne, les autorités palestiniennes locales et la liaison civile palestinienne (Site Internet du porte-parole de Tsahal, 11 juin 2009).

■ **Allègement des conditions d'entrée en Israël** : Le 7 juin, des Palestiniens ayant une autorisation spéciale sont entrés en Israël par les points de contrôle qui étaient jusque-là destinés aux seuls Israéliens. Des autorisations ont été délivrées l'année dernière à des commerçants et des hommes d'affaires ayant fait l'objet d'une enquête sécuritaire. "C'est un vrai soulagement pour eux," a déclaré le chef de l'administration civile israélienne à Ramallah. "Ces hommes d'affaires encouragent l'économie en Judée-Samarie et il est important de leur permettre de se déplacer plus facilement" (Site Internet du porte-parole de Tsahal, 11 juin 2009).

La bande de Gaza après l'Opération Plomb Durci

Les terminaux entre Israël et la bande de Gaza

■ Pendant la semaine écoulée, l'aide humanitaire a été transférée dans la bande de Gaza par les terminaux, avec une moyenne de 100 camions par jour. Le 11 juin, le terminal de Kerem Shalom a été fermé pour permettre l'installation d'un nouveau pipeline pour le gazole et le gaz de cuisine. L'aménagement du pipeline a été coordonné avec l'Autorité Palestinienne et effectuée par des équipes mixtes israéliennes et palestiniennes (Site Internet du porte-parole de Tsahal, 11 juin 2009).

Poursuite des activités égyptiennes de prévention de la contrebande

■ Les forces de sécurité égyptiennes ont poursuivi leurs activités de lutte contre la contrebande dans la bande de Gaza. Cette semaine, plus de dix tunnels ont été découverts et détruits. Des propriétaires de tunnels ont déclaré que plusieurs d'entre eux avaient été contraints d'arrêter de travailler, de crainte que les forces de sécurité égyptiennes ne découvrent leurs souterrains et les fassent exploser. Plusieurs personnes ont déclaré avoir commencé à recourir à des méthodes improvisées à cause des activités des autorités égyptiennes (Al-Ayyam, 11 juin 2009). Ces dernières ont également commencé à inonder les tunnels (Site Internet PalToday, 13 juin 2009).

■ L'industrie des tunnels continue à faire des victimes. Le 10 juin, un jeune Palestinien a été tué dans l'effondrement d'un tunnel à Rafah (Agence de presse Wafa, 10 juin 2009). Le 11 juin, un autre Palestinien est mort d'asphyxie (Site Internet Sawt Al-Aqsa, 11 juin 2009). Le 12 juin, un tunnel s'est effondré dans le secteur de Rafah sans faire de victime. Le 13 juin, un Palestinien de 18 ans a été électrocuté dans l'un des tunnels (Agence de presse Wafa, 13 juin 2009).

Arène politique

Principaux points du discours du Premier ministre israélien¹

- Le 14 juin, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a prononcé un discours politique à l'Université Bar-Ilan. Son intervention a duré 25 minutes et s'est concentrée sur le conflit palestinien-israélien (la question de la menace iranienne et du danger qu'elle pose à la région et au monde a été mentionné brièvement au début de son allocution). Dans le discours, qui a reflété un large consensus israélien, Netanyahu a présenté les points principaux de sa vision politique quant à la résolution du conflit, et a exprimé son empressement à voir un Etat palestinien établi à côté d'un Etat juif, à condition qu'il soit démilitarisé et que les Palestiniens reconnaissent l'Etat Israël comme la patrie nationale du peuple juif.
- Netanyahu a appelé les leaders des Etats arabes à parler de paix et à faire la paix. Il a aussi invité les Palestiniens à entamer des négociations immédiates sans pré-conditions, soulignant l'engagement d'Israël envers les accords internationaux, et son aspiration à vivre avec les Palestiniens dans la paix et la sécurité ainsi qu'en bon voisinage. Il a affirmé que la racine du conflit était et reste le refus arabe de "reconnaître le droit du peuple juif à avoir son propre Etat dans sa patrie historique," soulignant que l'Egypte et la Jordanie avaient quitté le cercle de la haine en signant des accords de paix.
- Netanyahu a ajouté que les Palestiniens continuent de faire des demandes incompatibles avec le désir de mettre fin au conflit. Israël, a-t-il dit, a essayé de promouvoir la paix par des retraits, avec et sans accord, dont un retrait partiel et le retrait total de la bande de Gaza. En échange, Israël a été récompensé par une vague d'attentats suicide, des milliers de roquettes tirées sur son territoire et la persistance de la haine à son égard. Il a déclaré que le Hamas réitérait continuellement son intention de "libérer" la terre d'Israël ("Ashqelon et Beersheba, Acre et Haïfa"), ajoutant que même les Palestiniens modérés n'étaient pas prêts à reconnaître l'Etat Israël comme la patrie nationale du peuple juif.
- Netanyahu a posé **deux conditions fondamentales** pour mettre fin au conflit avec les Palestiniens : la **première** : "les Palestiniens doivent véritablement reconnaître Israël comme l'Etat

¹ A ce sujet, voir notre article du 15 juin 2009 intitulé "Discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à l'Université Bar-Ilan," à l'adresse http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/ipc_f037.pdf

des Juifs." La **seconde** : "La démilitarisation. Tout secteur aux mains des Palestiniens doit être démilitarisé, avec des mesures de sécurité solides... Nous ne voulons pas de missiles sur Petah Tikva, ou des roquettes Grad sur l'aéroport international Ben-Gourion." Les Palestiniens ne pourront pas introduire de roquettes et de missiles, ni posséder d'armée, fermer l'espace aérien d'Israël ou signer des traités avec des pays ou des organisations comme l'Iran et le Hezbollah. En échange, **Israël sera enclin, dans le cadre d'un accord de paix futur, à accepter un Etat palestinien démilitarisé à côté de l'Etat juif.**

■ Il a ajouté que la question territoriale entre Israël et les Palestiniens serait abordée dans l'accord sur le statut final et que "jusque-là, nous n'avons aucune intention de construire de nouvelles implantations ou de confisquer des terres pour de nouvelles localités. Mais il faut permettre aux résidents de vivre une vie normale." "Jérusalem," a-t-il continué, "doit rester la capitale unifiée d'Israël avec la liberté religieuse pour toutes les fois." Israël, a-t-il dit, fera tous les efforts pour "faciliter la liberté de mouvement des Palestiniens", alléger leurs conditions de vie et leur bien-être. Cependant, a-t-il ajouté, "les Palestiniens doivent se décider entre la voie de la paix et la voie du Hamas." L'Autorité Palestinienne doit établir l'autorité de la loi dans la bande de Gaza et surmonter le Hamas, parce que "Israël ne s'assiéra pas à la table des négociations avec des terroristes qui cherchent sa destruction." Il a fini en faisant appel aux dirigeants du monde arabe et aux Palestiniens, les invitant à poursuivre la voie de Menahem Begin et d'Anouar Sadate, d'Yitzhak Rabin et du Roi Hussein.

Scène interne palestinienne

L'Autorité Palestinienne continue ses opérations préventives en Judée-Samarie

■ Les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne ont poursuivi leurs activités préventives intensives contre les réseaux du Hamas en Judée-Samarie, particulièrement dans le secteur de Qalqiliya. Le 12 juin, Faza' Sawafata, membre des Brigades Izz al-Din al-Qassam s'est rendu de lui-même. Selon l'agence de presse Ma'an, il s'est rendu à Tubas, au Nord de la Samarie, suite à un accord entre le Hamas et le chef des renseignements égyptiens, selon lequel l'Autorité Palestinienne se déclarait responsable de sa personne (Agence de presse Ma'an, 12 juin 2009).

■ Le 8 juin, les forces de sécurité palestiniennes opérant à Qalqiliya ont saisi deux tonnes de produits chimiques utilisés dans la fabrication d'explosifs. L'agence de presse Ma'an a annoncé que la découverte des produits chimiques avait été rendue possible par des renseignements et les interrogatoires de membres du Hamas arrêtés par les forces de sécurité palestiniennes. Selon Ma'an, le même jour, les services de sécurité préventifs palestiniens ont arrêté un Palestinien de Naplouse affilié au Hamas en possession d'un million d'euros et de plans de perçage de tunnels sous le siège des forces de sécurité.

■ Le général Adnan al-Damiri a déclaré à un journaliste que le Hamas n'était pas un mouvement politique interdit et que "les membres poursuivis par les forces de sécurité palestiniennes, sans que soit prise en considération leur affiliation politique ou leur position, sont ceux qui possèdent des armes illégales, ceux qui blanchissent de l'argent ou qui incitent à la guerre civile." Il a ajouté que les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne avaient saisi des documents dans plusieurs emplacements en Cisjordanie, témoignant de l'intention de membres du Hamas de les attaquer et de viser les institutions de l'AP. La plupart des documents, a-t-il précisé, appellent les membres du Hamas à résister en cas de tentative d'arrestation des forces de sécurité palestiniennes (Al-Quds Al-Arabi, 13 juin 2009).

Développements dans le dialogue palestinien interne

■ Le 9 juin, Omar Suleiman, le chef des renseignements égyptiens, a rencontré une délégation du Hamas dirigée par Khaled Mashaal, le président du bureau politique du mouvement à Damas, dans le cadre des pourparlers de réconciliation entre le Hamas et le Fatah (Agence de presse du Moyen-Orient, 9 juin 2009). Mashaal a annoncé que durant la rencontre, le Hamas avait consenti à fonder un comité sous égide égyptienne chargé de la libération des détenus dans la bande de Gaza et en Cisjordanie (Felesteen, 10 juin 2009).

■ Le 14 juin, le comité de réconciliation Fatah-Hamas s'est réuni en simultané dans la bande de Gaza et à Ramallah. A Gaza, les participants ont traité de "la question des arrestations politiques." **Ils ont mutuellement consenti à mettre un terme aux détentions politiques et ont échangé les listes de détenus en vue de leur libération** (Agence de presse Ma'an, 14 juin 2009). Dans une conférence de presse commune, Ibrahim Abu al-Naja (Fatah) et Ayman Taha (Hamas) ont annoncé que leurs mouvements respectifs avaient consenti à poursuivre les rencontres du comité de réconciliation, afin d'arriver à un accord sur toutes les questions en vue de la signature d'un accord de réconciliation le 7 juillet.



Les membres du comité de réconciliation à Ramallah entrent dans la salle de conférence (Télévision palestinienne, 14 juin 2009).

■ Pendant la rencontre à Ramallah, cinq représentants du Hamas au Conseil Législatif Palestinien ont été retardés à Bethléem par les services de sécurité préventifs palestiniens. L'incident a pris fin après que les cinq ont appelé les membres du Hamas réunis à Ramallah, qui ont œuvré à leur libération (Télévision Al-Aqsa, 14 juin 2009). Le Hamas a rondement dénoncé l'affaire : le porte-parole du mouvement Fawzi Barhoum l'a qualifiée de tentative délibérée de faire échouer le dialogue (Site Internet du Hamas Palestine-info, 14 juin 2009).

Premières réactions palestiniennes à l'annonce de la "victoire" d'Ahmadinejad aux présidentielles iraniennes

■ Le 12 juin, Mahmoud Ahmadinejad, le Président iranien en exercice, a remporté les élections, aux résultats truqués selon ses rivaux. Le Hamas et le Jihad Islamique Palestinien, deux organisations terroristes soutenues par l'Iran, ont **félicité** Ahmadinejad pour sa victoire et exprimé leur espoir que l'Iran continuera à soutenir les Palestiniens. L'Autorité Palestinienne a également réagi favorablement. Toutes les réactions ont ignoré les allégations de falsification et la vague de protestations qui s'en est suivie. Ci-dessous un extrait des principales réactions :

- **Hamas** : Le porte-parole du Hamas **Fawzi Barhoum** a déclaré que les résultats étaient une expression de la démocratie iranienne. Il a ajouté qu'ils devraient en convaincre plusieurs de revoir leurs politiques envers le régime iranien. Il a exprimé l'espoir que l'Iran continuera à soutenir les Palestiniens "face à tous les défis," affirmant que le Hamas aspirait à de bonnes relations avec chacun afin d'acquérir un large soutien à la cause palestinienne (Site Internet du Hamas Palestine-info, 13 juin 2009). Muhammad al-Madhoun, le chef de cabinet d'Ismail Haniya, a déclaré que la bande de Gaza avait "reçu le message envoyé par les élections" selon lequel "les peuples aussi ont des avis et ces avis sont clairs. Ils refusent d'être sous la

domination et confrontés à la privation dans le monde entier, ce qui concerne particulièrement la privation des Palestiniens" (Télévision Al-Alam, 13 juin 2009).

- **Le Jihad Islamique Palestinien** : Interviewé par la télévision iranienne Al-Alam, **Khaled al-Batash**, haut responsable du JIP, a salué les résultats de l'élection. Il a déclaré que le peuple iranien avait montré sa foi en la révolution islamique ainsi que son appui à Ahmadinejad et à sa politique dans chaque secteur, y compris concernant le programme nucléaire de l'Iran et le conflit palestino-israélien. Il a ajouté que pour les Palestiniens, l'Iran est leur pilier principal dans leur lutte et dans leur jihad palestinien. Ils sont donc concernés par la stabilité et le développement de l'Iran (Télévision Al-Alam, 13 juin 2009).

- **L'Autorité Palestinienne : Saeb Erekat**, le chef du département des négociations de l'OLP, a fait part de son espoir que le Président désigné et le nouveau gouvernement iranien continuent à soutenir la cause palestinienne en vue de l'établissement d'un Etat palestinien avec Jérusalem Est pour capitale, et à soutenir la réconciliation palestinienne nationale. Il a ajouté que les Palestiniens souhaitent avoir l'Iran de leur côté en général et ne favorisaient pas une faction particulière (référence au soutien de l'Iran au Hamas).

Remarques de Khaled Mashaal

- A l'occasion de sa dernière visite au Caire, Khaled Mashaal, le chef du bureau politique du Hamas à Damas, a fait référence à plusieurs sujets politiques, tentant, comme il le fait récemment, d'envoyer des messages "adoucis" à l'Egypte et aux Etats-Unis (sans faire de concessions quant aux positions de base du Hamas) :

- **Réponses au discours de Barack Obama et relations du Hamas avec la nouvelle administration américaine :**

- 1) Mashaal a noté que le Président Obama avait utilisé une terminologie "nouvelle et améliorée," en comparaison à l'administration précédente. Cependant, "le test sera un changement de la politique américaine sur le terrain." Il a précisé qu'Obama n'avait pas défini l'Etat palestinien en termes de superficie, de frontières, de capitale, de "droit au retour" et de calendrier, ce qui est selon lui "l'élément essentiel" auquel le Président devait se référer (Al-Sharq Al-Awsat, 11 juin 2009).

- 2) Selon Mashaal, le Hamas a fait savoir à Omar Suleiman qu'il était enclin à coopérer à chaque occasion véritable mettant fin à l'occupation israélienne et rétablissant les "droits" nationaux des Palestiniens, y compris le droit au retour des

réfugiés (Al-Sharq Al-Awsat, 11 juin 2009). Dans un entretien, il a déclaré que le Hamas "ne sera pas une pierre d'achoppement dans un quelconque processus politique motivant un processus de paix véritable basé sur les demandes palestiniennes de liberté, d'indépendance, l'établissement d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 et le retour des réfugiés palestiniens..." (agence de presse du Moyen-Orient, 10 juin 2009).

3) S'adressant aux journalistes, il a déclaré que les contacts existaient avec des Américains officieux, dont par exemple l'ancien Président américain Jimmy Carter.² Il a affirmé que "on ne peut arriver à rien dans le conflit israélo-arabe sans la participation du Hamas" (Télévision Al-Aqsa, 9 juin 2009).

● **Rencontre avec Omar Suleiman et relations du Hamas avec l'Autorité Palestinienne** : Mashaal a qualifié sa rencontre avec Omar Suleiman "d'excellente" (October, 12 juin 2009). Il a vivement dénoncé "l'oppression atroce" lancée par les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne en Cisjordanie contre la "résistance" et "les armes de la résistance." Il a accusé l'Autorité Palestinienne de s'en prendre aux institutions sociales et politiques du Hamas pour tenter de le déraciner. Il a ajouté qu'Omar Suleiman avait promis de s'occuper de ce sujet (Al-Sharq Al-Awsat, 11 juin 2009), affirmant que les différends entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne pourraient être comblés et que le Hamas était enclin à la flexibilité, mais que "les persécutions sécuritaires" en Cisjordanie devaient d'abord prendre fin (Site Internet du Hamas, agence de presse du Moyen-Orient, 10 juin 2009).

● **Tirs de roquettes de la bande de Gaza** : En réponse aux accusations du Fatah selon lesquelles le Hamas empêche les tirs de roquettes de la bande de Gaza, Mashaal a **défendu** la politique de retenue du Hamas, disant "nous n'empêchons personne de s'opposer à l'occupation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, mais **nous cherchons un accord national sur la gestion de la résistance, particulièrement après la campagne difficile dans la bande de Gaza...** Il y a ceux qui veulent être vus comme plus justes que nous et défendre la sainteté de la résistance pour atteindre d'autres buts et rendre la situation dans la bande de Gaza plus compliquée..." (Al-Sharq Al-Awsat, 11 juin 2009).³

² Le 11 juin, Khaled Mashaal a rencontré l'ancien Président américain Jimmy Carter. Selon les médias arabes et palestiniens, ils ont discuté des relations du Hamas avec Washington, du dialogue palestinien interne, de la question de Gilad Shalit et des événements en Israël. Avant la rencontre, le père de Gilad Shalit s'était entretenu avec Carter et lui avait donné une lettre pour son fils (Ynet, 12 juin 2009).

³ **Mahmoud al-Zahar**, haut responsable du Hamas dans la bande de Gaza, a été plus explicite en déclarant à un correspondant d'Al-Quds que "le Hamas respectera la trêve actuelle tant que l'occupation israélienne la respecte et ne la viole d'aucune façon qui nécessite une réponse de la résistance." Cependant, il a ajouté, "néanmoins, nous n'avons empêché personne de tirer des roquettes, mais tant qu'il le faudra, la résistance fera partie du consensus national d'une façon qui servira l'intérêt suprême" (Al-Quds, 12 juin 2009).

- **Développements dans l'accord d'échange de Gilad Shalit** : Mashaal a déclaré que l'Égypte avait entrepris d'importants efforts afin de conclure ce dossier. Cependant, a-t-il ajouté, Israël a saboté ces efforts à la fin du mandat d'Olmert. Il a précisé que le Hamas tenait ferme sur ses demandes et a blâmé Netanyahu pour tenter d'esquiver l'accord (October, 12 juin 2009).

- **Le lien du Hamas avec l'Iran** : Khaled Mashaal a défendu les liens du Hamas avec l'Iran, déclarant que le Hamas avait pris ses décisions indépendamment sur la base des intérêts nationaux palestiniens [cf., le Hamas n'accepte pas les directives de l'Iran]. Il a admis que le Hamas avait été soumis aux accusations et à la pression à cause de ces liens [probablement une référence à l'Égypte], mais que c'était le droit du Hamas et des Palestiniens de demander le soutien contre "l'occupation" (October, 12 juin 2009).

L'arène libanaise

Le Hezbollah perd les élections parlementaires (mise à jour)

■ La question de **la légitimité des armes du Hezbollah**, soulevée par Hassan Nasrallah immédiatement après les élections (8 juin), est restée à l'ordre du jour libanais interne. Ci-dessous certaines des remarques publiées dans les médias libanais :

- Un article dans un journal libanais affilié au Hezbollah a supposé que la conservation des armes de l'organisation ("les armes de la résistance") dans le futur gouvernement serait une condition minimum du Hezbollah. Selon l'article, si le Hezbollah reçoit une réponse positive à sa demande, il pourrait renoncer à son droit de veto automatique (représentation de plus d'un tiers) dans le prochain gouvernement (Al-Akhbar, 13 juin 2009).

- Michel Suleiman, le Président libanais, a déclaré que la fonction présidentielle était garante des "armes de la résistance" face à la coalition et à l'opposition [cf., le Hezbollah n'a rien à craindre à ce sujet]. Il a ajouté qu'il essayait de promouvoir la compréhension mutuelle quant à cette question, qui doit être réglée par un accord et non par un vote (Al-Akhbar, 12 juin 2009).

- Une source proche de Sa'ad Hariri a déclaré qu'il s'attendait à ce que la coexistence entre la "résistance" [le Hezbollah] et l'État soit préservée. Selon cette même source, Hariri serait enclin à donner à Hassan Nasrallah toutes les garanties qu'il veut, et à accepter n'importe quelle formulation de la politique de base du gouvernement relative "aux armes de la résistance" (Al-Watan, Qatar, 11 juin 2009).

Premières réactions en Iran et en Syrie suite à la défaite du Hezbollah

Iran

■ Les élections au Parlement libanais n'ont pas été largement couvertes par les médias iraniens. Suite à l'échec du Hezbollah, les médias iraniens ont publié des rapports modérés et ont évité tout commentaire. Ceci a été particulièrement évident dans des articles publiés dans les médias affiliés au camp conservateur iranien, qui s'est contenté d'informations sur les résultats et a cherché à **minimiser leur importance**. Les médias conservateurs ont prétendu que les résultats reflétaient en grande partie le succès des efforts des pays occidentaux et pro-occidentaux pour empêcher une victoire du Hezbollah au Liban.

■ Le 8 juin, l'agence de presse iranienne Fars a accusé l'Arabie Saoudite d'avoir acheté des votes en échange de mille dollars par voix, et d'avoir transporté plus de 40 000 Libanais vivant à l'étranger au Liban pour voter et influencer les résultats de l'élection. Le 9 juin, le quotidien iranien Kayhan a accusé les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite d'avoir acheté la victoire du Camp du 14 Mars.

Syrie

■ Les médias syriens se sont efforcés de minimiser la signification des élections en les représentant comme une affaire libanaise strictement interne (Tishrin, 10 juin 2009). Le rédacteur d'Al-Thawra, dans une tentative pour profiter de l'échec du Hezbollah et d'autres partisans syriens, a [faussement] prétendu que la Syrie avait de nouveau prouvé qu'elle ne s'était pas immiscée dans les affaires libanaises internes. Il a également appelé à la formation d'un gouvernement sur la base d'un dialogue national, et à diriger l'énergie du Liban contre Israël (Al-Thawra, 10 juin 2009).

■ Un article publié dans le quotidien Al-Watan le 10 juin a **avertit que toute tentative d'exploiter les élections pour limiter les armes du Hezbollah était condamnée à l'échec**. Il a déclaré qu'aucun changement n'aurait lieu concernant les armes du Hezbollah puisqu'elles sont "les armes de la majorité libanaise." Il a menacé quiconque tenterait "de nouvelles aventures" afin d'imposer un embargo sur "les armes de la résistance" "en coordination avec des facteurs externes." L'auteur a terminé en disant qu'une telle tentative serait vouée à l'échec et que l'avenir le prouverait.